

Cycle de conférences
« Échanger pour mieux comprendre »

ACTES DE LA CONFÉRENCE

« CLASSE MOYENNE ET CROISSANCE
DURABLE PARTAGÉE :

Comment relancer l'ascenseur social au Maroc ? »

Casablanca, le 13 novembre 2014



FONDATION
Attijariwafa bank



F O N D A T I O N **Attijariwafa** bank

Tous les actes des conférences du Cycle « Échanger pour mieux comprendre »
sont disponibles sur le site institutionnel: www.attijariwafabank.com

Pôle Édition & Débats

ACTES DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE DU 13 NOVEMBRE 2014

Mot de bienvenue et annonce du programme	6
<i>Mme Saloua Benmehrez, Directrice de la Communication Groupe et de la Fondation Attijariwafa bank</i>	
La classe moyenne dans les pays émergents : tendances lourdes et focus sur l'expérience turque	8
<i>M. Mohamed Mabrouk, Associé chez EY France</i>	
Moyennisation ou polarisation de la société marocaine ? Analyse prospective de l'évolution de la classe moyenne au Maroc	15
<i>M. Youssef Saadani, Économiste, ancien collaborateur à la Banque mondiale</i>	
Échanges avec les intervenants	22
Classe moyenne au Maroc : et si son émergence passait par un pacte de responsabilité sociale ?	25
<i>M. Driss Jaydane, Enseignant et écrivain</i>	
Échanges avec les intervenants	28
Séances de questions/réponses avec la salle	30

par Mouna Kably,
Responsable du Pôle Édition & Débats



Mot de bienvenue par Mme Saloua Benmehrez Directrice de la Communication Groupe et de la Fondation Attijariwafa bank

Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite, à tous, la bienvenue parmi nous, et en particulier aux étudiants qui ont répondu à notre invitation. Je suis très heureuse de vous accueillir à cette nouvelle conférence organisée par la Fondation Attijariwafa bank dans le cadre de son cycle « Échanger pour mieux comprendre. »

Il nous a semblé opportun de nous pencher, aujourd'hui, sur une problématique qui nous concerne tous, à savoir le devenir de la classe moyenne au Maroc. Cette thématique s'est imposée à nous car nous avons le sentiment que cette classe moyenne, censée être un facteur de cohésion sociale et un moteur de développement de notre économie, s'est fragilisée ces dernières années.

À ce titre, le Souverain n'a pas manqué de dénoncer dans le discours du Trône du 30 juillet dernier, la répartition inéquitable de la richesse nationale et l'aggravation des inégalités sociales, en dépit des avancées réalisées dans le cadre de l'INDH. Cette panne de la redistribution a affecté les couches sociales défavorisées mais aussi la classe moyenne, enrayant ainsi l'ascenseur social.

Hormis les effets de la crise économique de 2008, la classe moyenne marocaine est confrontée à plusieurs problèmes structurels, comme les difficultés d'accès au logement dans les villes, aux soins de santé, et aux moyens de transports urbains de qualité... Aujourd'hui, beaucoup d'obstacles jalonnent le quotidien de cette classe moyenne. Ce qui retarde son ascension et rend difficile sa cohésion.

Mesdames et Messieurs,

Au-delà des critères de définition de la classe moyenne au Maroc qui ont déjà fait l'objet de grands débats en 2009, il nous semble important d'explorer, aujourd'hui, de nouvelles voies pour promouvoir cette classe moyenne sans laquelle aucune croissance durable et pérenne n'est possible.

Pour ce faire, nous décrypterons le modèle du Maroc et ses spécificités. Mais auparavant, nous nous intéresserons aux expériences réussies de certains pays émergents, pour tenter d'en extraire quelques enseignements et formuler des recommandations qui aideraient à réinventer notre propre modèle de cohésion sociale.

Pour nourrir la réflexion et enrichir le débat, la Fondation Attijariwafa bank a fait appel à trois experts marocains ayant une maîtrise du sujet : M. Mohamed Mabrouk, Partner chez Ernst & Young Lyon, auteur du baromètre des pays émergents, M. Youssef Saadani, économiste ayant à son actif une riche expérience au sein de la Banque mondiale et M. Driss Jaydane, écrivain, enseignant et directeur de la collection « Le royaume des idées ».

Le débat sera mené par Mme Mouna Kably, responsable du pôle Édition & Débats. Mais avant de céder la parole à nos invités, je saisis cette occasion pour vous rappeler que chacune de nos conférences donne lieu à la publication d'Actes qui reprennent fidèlement le contenu des débats et qui sont disponibles sur notre site www.attijariwafabank.com.

Je vous invite à profiter pleinement de cet échange et vous souhaite une excellente soirée.



Mme Mouna Kably

Merci Mme Benmehrez.

Bonsoir à tous, je vous souhaite la bienvenue. Je saisis aussi cette occasion pour remercier nos intervenants. Comme vous le constatez, nous avons aujourd'hui, un panel de jeunes, brillants, experts dans leur domaine. Nous allons avoir aujourd'hui, un débat des plus intéressants. Aussi, je vous demande de rester avec nous jusqu'au bout parce qu'il y aura beaucoup de choses inédites intéressantes. Et tout ce qui va être dit aujourd'hui, est à mon sens, en rupture

avec les analyses qui ont été faites, jusqu'à présent, sur la classe moyenne au Maroc.

Sans plus tarder, je donne la parole à M. Mohamed Mabrouk, Associé du cabinet EY France et responsable de la zone France, Maghreb et Luxembourg pour la problématique des pays émergents. M. Mabrouk va nous faire un tour d'horizon des pays émergents, puis un focus sur la Turquie.

M. Mabrouk à vous la parole.



M. Mohamed Mabrouk

Associé EY France et responsable de la zone France, Maghreb et Luxembourg, pour la problématique des pays émergents

La classe moyenne dans les pays émergents : tendances lourdes et focus sur l'expérience turque.

Bonsoir à tous,
Je suis Mohammed Mabrouk et je suis associé du cabinet Ernst & Young, dénommé EY depuis le 1er janvier 2014. Je suis responsable de la zone France, Maghreb et Luxembourg, de la problématique des pays émergents. Nous effectuons un certain nombre d'études destinées non seulement à la diffusion auprès des étudiants et enseignants, mais aussi, de notre clientèle d'entreprises désireuses de se développer dans les pays émergents, pour répondre à des problématiques spécifiques. Effectivement, les entreprises clientes du cabinet EY ont, toutes, pour ambition d'aller gagner des points de croissance dans ces pays émergents. Pour les y aider, nous leur offrons un aperçu de l'évolution de ces pays. Et l'une des thématiques prioritaires qui suscite l'intérêt des entreprises est l'évolution des classes moyennes dans les pays émergents. Pourquoi ? Parce que c'est la classe moyenne qui consomme et qui va consommer en masse dans les années à venir. Nos entreprises-clientes ont donc besoin de savoir qui, où et combien l'on consomme dans ces pays émergents. L'étude dont il est question aujourd'hui et pour laquelle vous avez eu la gentillesse de m'inviter, est une étude sur l'évolution de la classe moyenne dans le monde. Vous allez voir que l'on est en train de

vivre une véritable révolution au niveau de la structure de la population mondiale. Pour ma part, je ne vais pas vous parler du Maroc, mais plutôt de l'évolution de cette classe moyenne dans le monde et planter le décor à l'échelle internationale, avant de laisser place à de vrais experts du sujet marocain, pour vous parler de la situation de la classe moyenne au Maroc. Et je pense que cet échange sera passionnant aussi bien pour moi que pour vous.

Sans plus tarder, je vous livre la synthèse de nos études sur la thématique des classes moyennes. Je vous donnerai un petit aperçu à la fin de cette présentation, sur l'endroit où vous pouvez trouver le contenu intégral de l'étude.

Voici la manière dont je compte décliner cette présentation. Je vais d'abord commencer par définir cette classe moyenne dont il est beaucoup question. Comment la définit-on ? Est-ce qu'on la définit de la même manière, au Maroc, en Italie, en France ou au Brésil ? Donc, déjà essayons de nous mettre d'accord sur la définition de la classe moyenne. Tout le monde ne sera pas d'accord avec moi, mais cette définition a le mérite d'être partagée par plusieurs économistes, spécialistes de la classe moyenne.

Ensuite, je partagerai avec vous quelques chiffres sur l'évolution de la classe moyenne, pour éventuellement écarter quelques idées préconçues. J'ai entendu, tout à l'heure, quelques propos affirmant que la population est plus orientée vers la classe pauvre que la classe moyenne ou la classe riche. Regardons d'abord les chiffres avant de porter de telles affirmations, pour argumenter notre analyse.

Quelle est la part de la population mondiale figurant dans la classe moyenne ? Comment va-t-elle évoluer ? Quelle est la contribution de la classe moyenne à la croissance ? Est-ce la croissance qui génère la classe moyenne ou inversement ?

On va tenter de répondre à toutes ces questions de manière claire et succincte. Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, ce sujet est intéressant à la fois pour les entreprises, mais j'imagine également, pour tout un chacun d'entre nous.

J'évoquerai l'exemple de la Turquie qui n'est pas forcément un bon élève, mais qui est un exemple à méditer en matière de gestion de la classe moyenne et de son expansion. Il s'agit de trouver le bon rythme de croissance pour faire émerger une classe moyenne, puis de trouver le moyen de faire profiter les fruits de la croissance à l'ensemble de cette classe moyenne.

Commençons par définir les personnes susceptibles de figurer dans la classe moyenne.

Quel est le critère de classement retenu ? Va-t-on se baser sur l'éducation, sur l'origine ou sur un autre critère de qualification ? Nous avons retenu un critère basé sur le revenu. En résumé, pour faire partie de la classe moyenne, il faut percevoir un revenu journalier annuel déterminé. À partir de là, trois catégories sociales se dégagent : la classe pauvre, la classe moyenne et la classe des gens riches.

À partir de quel revenu, entrons-nous dans la classe moyenne ? Jusqu'à quel niveau de revenu

en fait-on partie ? En fait, les critères varient en fonction des objectifs. À titre d'exemple, la Banque mondiale considère qu'on fait partie de la classe moyenne à partir de 2 US Dollars par jour, ce qui correspond à une vingtaine de dirhams. En retenant ce critère bas, la Banque mondiale a pour ambition de démontrer qu'il y a une population énorme prête à passer de l'état de pauvreté vers la classe moyenne.

Pour ma part, je considère qu'avec 2 US Dollars, soit 20 dirhams par jour, l'on ne peut répondre aux besoins primaires de la classe moyenne, à savoir le logement et son équipement ainsi que l'achat d'un véhicule. De ce fait, on a retenu un critère un peu plus élevé. Par souci de pertinence, on va considérer qu'à partir d'un revenu de 10 dollars par jour, on commence à répondre aux besoins primaires de la classe moyenne. Donc, on fait partie de la classe moyenne quand

les revenus se situent dans une tranche de 10 à 100 US Dollars par jour, soit 90 à 900 dirhams par jour. En deçà de 10 US Dollars par jour, il s'agit de la classe pauvre et au-delà de 100 US Dollars, il s'agit de la classe des riches.

Alors, comment cette classe moyenne a-t-elle évolué dans le monde ?

Je pense qu'il est vraiment important d'avoir tous ces chiffres en tête parce qu'il y a beaucoup d'affirmations véhiculées qui sont de l'ordre du fantasme. Vous allez voir que les chiffres peuvent paraître inquiétants de prime abord. Ainsi, seulement 25% de la population mondiale perçoit aujourd'hui un revenu compris entre 10 et 100 US Dollars par jour, et fait donc partie de la classe moyenne. Où est classée le reste de la population ? Et bien, 70% de la population mondiale perçoit un revenu journalier inférieur à 10 dollars par jour, soit 90 dirhams par jour et donc fait partie de la classe pauvre. Et moins de 2% est classée dans la catégorie des personnes riches avec un revenu de plus de 100 US Dollars par jour. Dès lors, on peut déjà en tirer une conclusion : la classe moyenne est très fortement minoritaire au niveau mondial.

« La classe moyenne est très minoritaire au niveau mondial puisque 70% de la population perçoit moins de 10 dollars par jour ».

Évolution de la classe moyenne dans les principales régions du monde : taille et proportion (en millions de personnes et en pourcentage)

	2009	%	2020	%	2030	%
Amérique du Nord	338	18%	333	10%	322	7%
Europe	664	36%	703	22%	680	14%
Amérique centrale et du sud	181	10%	251	8%	313	6%
Asie-Pacifique	525	28%	1.74	54%	3.2	66%
Afrique subsaharienne	32	2%	57	2%	107	2%
MENA	105	6%	165	5%	234	5%
Monde	1.845	100%	3.25	100%	4.88	100%

De plus, l'analyse de la répartition régionale montre que 60% de la population mondiale ayant un revenu journalier de 10 à 100 US Dollars, se situe dans les pays développés et 20% dans les BRICS, autrement dit au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine. Au total, 80% de la classe moyenne mondiale est basée dans les pays développés et en cours de développement.

En clair, non seulement la classe moyenne est minoritaire à l'échelle mondiale, mais en plus, elle est concentrée dans les pays développés ou émergents. À côté, un nombre important de pays abritent une population très fortement pauvre.

Telle est la situation aujourd'hui. Mais la tendance dans les prochaines années prête à l'optimisme. Aujourd'hui, on parle de 70% de la population mondiale classée comme pauvre alors qu'elle était de 80% en 2000. Donc l'évolution est plutôt favorable et nos prévisions montrent qu'à l'horizon 2030, le phénomène de basculement de la population mondiale, de la classe pauvre à la classe moyenne, va se prolonger. Le scénario est réaliste compte tenu des taux de croissance constatés aujourd'hui dans certains pays émergents. En effet, il est fort probable que la classe moyenne devienne majoritaire dans le monde.

Au regard de ce qui vient d'être dit, l'on comprend le grand intérêt des entreprises pour les pays émergents car la classe moyenne de ces pays va prendre de l'importance au détriment de la classe pauvre et c'est tant mieux. Alors, d'où émanera cette montée en puissance de la classe moyenne ? Aujourd'hui, 30% de la classe moyenne mondiale est basée en Asie pacifique. En 2030, elle représentera deux tiers de la classe moyenne mondiale. Pour le reste de la planète, la classe moyenne en Europe va rester relativement stable en nombre, mais en part relative, elle va forcément baisser, face à l'ascension de la classe moyenne de la zone asiatique.

En résumé, nous avons défini la classe moyenne et vu qu'elle était aujourd'hui minoritaire, mais elle présentait un fort potentiel de développement émanant essentiellement du continent asiatique.

La question centrale qui mérite d'être posée aujourd'hui, au cours de cette rencontre, est la suivante : qu'apporte cette classe moyenne à la croissance ? Est-ce la croissance qui génère de la classe moyenne, ou plutôt la classe moyenne qui, à un niveau donné de la croissance, stimule cette dernière par le biais de la consommation ?

Bien évidemment, pour qu'une partie de la population bascule de la pauvreté à la classe moyenne avec suffisamment de ressources pour consommer, il faut une croissance soutenue, à l'instar de ce qui se passe dans les pays émergents. Il faut garder en tête qu'à un moment, à une date ou à une période données qui sont recherchés par tous les pays émergents, la croissance génère une hausse de la classe moyenne, jusqu'au moment où celle-ci prend le relais pour générer à son tour, à travers sa consommation, de la croissance.

Les Américains appellent ce moment charnière, « sweet spot of growth ». J'ai traduit l'expression par « le moment idéal ». Ce moment correspond à celui où la croissance crée une masse de population

suffisamment importante, située dans la classe moyenne, qui a un effet relativement important sur la croissance ; puis la croissance va, à son tour, renforcer l'évolution de la classe moyenne. Ainsi, l'on rentre dans un cercle vertueux.

Tous les pays émergents recherchent, aujourd'hui, ce moment idéal.

Il est compliqué de définir ce point clé. L'une des questions qui va sans doute être posée tout à l'heure par les experts marocains est la suivante : le Maroc est-il entré ou pas dans ce moment idéal ?

Pour contourner la difficulté, on détermine le moment idéal par secteur d'activité. On considère que, pour un secteur d'activité donné, ce fameux coup de boosteur se déclenche à partir d'un certain moment pour susciter un développement important de la classe moyenne.

Laissez-moi vous citer un exemple à titre d'illustration. Sur le marché automobile, le moment idéal correspond au revenu moyen par habitant situé entre 5 000 US Dollars et 12 000 US Dollars, avec un effet maximum à

8 500 US Dollars. Le haut de la courbe correspond à l'élasticité. Ainsi, si un million de personnes basculent de la pauvreté vers la classe moyenne, cela génèrera un taux de croissance plus ou moins important selon le niveau de l'élasticité. Pour le secteur automobile, dès que le revenu moyen par habitant d'un pays se situe entre 5 000 et 12 000 dollars, alors l'effet sur la croissance du secteur est très important. Pour illustrer ce phénomène, en 2001, le marché automobile chinois atteignait à peine un million de véhicules par an. En 2008, le revenu par habitant en Chine atteint 6 000 US Dollars. À partir de ce moment, la croissance du marché automobile s'est emballée.

Par exemple, en 2000, General Motors vendait en Chine un véhicule, contre 10 véhicules aux États-Unis. En 2009, General Motors a écoulé 10 millions de véhicules en Chine, soit autant qu'aux États-Unis. À partir du « moment idéal », la population de la classe moyenne a commencé à générer de la croissance. Avant cette période particulière, l'économie doit réaliser un taux croissance

soutenu pour faire émerger et consolider cette classe moyenne, au détriment de la classe pauvre. Ces constats sont plutôt rassurants.

Quant à la répartition de la richesse dans le monde, elle est en train de se rééquilibrer.

Je vous ai dit précédemment que la partie de la population mondiale considérée comme appartenant à la classe moyenne était aujourd'hui, beaucoup plus importante dans les pays développés que dans les pays en voie de développement et pays émergents. Mais cette tendance est en train de se rééquilibrer et une partie importante de la classe moyenne mondiale va dorénavant venir des pays émergents. Ce rééquilibrage du partage de la richesse mondiale va s'opérer dans les prochaines années. Mais, malheureusement, cette mutation a un prix. Parallèlement à ce rééquilibrage, on assiste à la montée des

« Le moment idéal est celui où l'économie génère une croissance suffisante pour favoriser le développement de la classe moyenne et s'inscrire dans un cercle vertueux ».

inégalités à l'intérieur même de ces pays. En effet, au sein des pays émergents, le constat est quasi-général : la répartition des fruits de la croissance ne se fait pas de manière égalitaire. Donc au final, on constate une plus grande égalité entre les grands espaces économiques, au détriment des pays développés et au profit des pays en voie de développement. Mais à l'intérieur de ces pays en voie de développement, la montée des inégalités est quasi-générale.

Voici quelques exemples illustrant ces propos : en Chine, le revenu moyen par foyer urbain est trois fois supérieur à celui de la population rurale, à cause du déséquilibre de la distribution

des richesses à l'intérieur du pays. La même situation est observée en Inde et en Russie ainsi que dans d'autres pays émergents.

Ainsi, la première priorité des gouvernants de ces pays émergents consiste à réduire le nombre de pauvres en les hissant au maximum vers la classe moyenne.

Pour illustrer ce constat, je vais m'arrêter sur l'exemple turc. Pourquoi ai-je choisi le cas de la Turquie ? Parce que, pour certains observateurs, la Turquie est érigée en modèle. Pour ma part, il m'a semblé intéressant d'illustrer mes propos, ici au Maroc, en prenant l'exemple d'un pays musulman comme la Turquie.

Place de la classe moyenne dans des pays émergents

Pays	Classe moyenne	
	Population par pays (en millions d'habitants)	En proportion de la population globale
Argentine	26	70%
Arabie Saoudite	20	70%
Mexique	68	60%
Turquie	44	60%
Malaisie	14	50%
Brésil	78	40%
Pérou	12	40%
Russie	43	30%
Chine	404	30%
Thaïlande	19	30%
Égypte	8	10%
Inde	121	10%
Philippines	10	10%

L'autre raison de ce choix est liée au fait que la Turquie a réussi, à l'instar de la Chine et de l'Inde, à hisser une partie importante de sa population de l'état de pauvreté vers la classe moyenne. De plus, la Turquie a relevé un autre défi qui la distingue des autres pays émergents : la population turque qui a basculé dans la classe moyenne, s'épanouit et évolue socialement. Comme je l'ai dit précédemment, la première priorité du gouvernement turc a été de sortir de l'état de pauvreté, un maximum de citoyens. Ensuite, sa deuxième priorité a consisté à prendre des mesures en faveur de l'épanouissement des membres de la classe moyenne en leur offrant un travail en adéquation avec leur formation et leur aspiration, et une formation continue de qualité pour faciliter leur évolution et leur mobilité vers d'autres types d'emploi.

La Turquie a donc réussi ce double challenge et cela transparaît au niveau des chiffres : la classe moyenne turque est correctement répartie et la part de la population qui perçoit entre 3000 et 15000 US Dollars par an, représente 60% de la population, contre 30% pour la Thaïlande et 10% pour l'Égypte etc. Ainsi, la Turquie ne s'est pas limitée à réduire le nombre de pauvres en accélérant la croissance, mais elle a aussi amélioré le niveau de vie de ses membres.

Certes, l'exemple turc est intéressant. Mais le pays a également connu des mouvements sociaux qui témoignent d'une certaine insatisfaction de cette classe moyenne. Ces gens-là ne sont pas heureux simplement parce qu'ils ont les moyens de consommer. Ils ont également besoin de reconnaissance, de plus démocratie, etc.

En cela, la Turquie est un bon exemple car ses gouvernants ont réussi la consolidation de la classe moyenne mais ils ont, quelque part, négligé l'importance du lien social. Ce qui a amené quelques débordements.

Je conclurai en revenant sur le processus de basculement de la classe pauvre vers la classe moyenne. À priori, la typologie des emplois créés par la croissance doit permettre à ceux qui sont dans la classe moyenne, d'évoluer et de s'épanouir.

Mais pour y parvenir, le pays ne doit pas faire le choix d'être l'usine du monde. Prenons l'exemple de la Chine qui est l'usine du monde par excellence. Sa population bascule en

« La Turquie a relevé un double défi : faciliter le basculement d'un maximum de citoyens pauvres vers la classe moyenne et leur offrir un travail en adéquation avec leur formation ».

masse de la pauvreté vers la classe moyenne. Mais une fois dans la classe moyenne, cette catégorie a du mal à évoluer et à s'épanouir du fait même que le pays est l'usine du monde : l'emploi proposé à ces gens-là reste sous-qualifié et donc à bas revenu ; il leur permet tout juste de ne pas rebasculer dans la pauvreté.

Si je prends l'exemple des jeunes, parce qu'il y en a beaucoup aujourd'hui parmi nous dans la salle, il est important d'étudier le lien existant entre la croissance et la qualité des emplois qui leur sont offerts.

Dans cette catégorie, on trouve les pays développés. L'objectif des pays en voie de développement comme le Maroc par exemple, est d'avoir de la croissance, mais pas n'importe laquelle. Ces pays sont en quête d'une croissance qui permet aux jeunes d'accéder à un travail qui correspond à leur profil, à leur aspiration et surtout à leur qualification. Et pour cela, les gouvernants doivent innover et faire évoluer les métiers.

À ce propos, EY a publié une étude dénommée « La révolution des métiers ». Cette étude montre que 50% des métiers que nous connaissons aujourd'hui, vont changer dans 10 ans. Dans la prochaine décennie, des métiers seront totalement différents de ceux qui existent aujourd'hui. Le numérique et les services vont tout changer. Voici à titre d'exemple quelques métiers d'avenir : le digital, la connaissance du client, la désintermédiation, l'éthique...

Plusieurs phénomènes mondiaux observés actuellement sont annonciateurs de gros changements dans les métiers. Les institutions doivent offrir le bon métier et développer une vision moderne qui anticipe les mutations à venir. C'est par ce biais-là que l'on alimentera la classe moyenne et que l'on permettra son épanouissement. Pour l'heure, les pays émergents prennent davantage en compte l'aspect immédiat que les aspects à moyen et longs termes. Ce qui

« La moitié des métiers en vigueur aujourd'hui va changer dans les dix prochaines années ».

Mme Mouna Kably

Merci M. Mabrouk pour ce diagnostic de la classe moyenne à l'échelle internationale. Le message-clé à retenir est que la préoccupation de tous les gouvernants est de produire une croissance économique suffisante pour favoriser l'émergence d'une classe moyenne. Ensuite, il faut favoriser l'épanouissement de cette classe moyenne jusqu'au « moment idéal » où celle-ci prend

constitue une vraie problématique pour l'avenir de l'emploi dans ces pays.

Selon une autre étude réalisée par LinkedIn et EY, les pays émergents ont tendance à proposer des métiers à compétences techniques, alors que les pays développés offrent davantage de métiers nécessitant des compétences comportementales, à forte valeur ajoutée.

Il faut savoir que nous sommes en train de vivre la troisième révolution des métiers. Une grande partie de ces métiers n'est pas encore connue, mais sur laquelle il va falloir axer les efforts, car il est important d'éduquer et de former les jeunes, mais il faut surtout pouvoir leur offrir un emploi.

Tout ce que je viens de partager avec vous est issu d'un certain nombre d'études réalisées par les équipes de EY et qui sont à votre disposition si nécessaire.

Je vous remercie pour votre attention.

les devants et booste elle-même la croissance. C'est à ce moment-là que l'économie d'un pays rentre dans le cercle vertueux de la croissance et du développement de la classe moyenne.

À présent, je passe la parole à M. Saadani qui va nous décrypter la situation de la classe moyenne au Maroc.



M. Youssef Saadani

Économiste, ancien collaborateur de la Banque mondiale
Moyennisation ou polarisation de la société marocaine ?
Analyse prospective de l'évolution de la classe moyenne au Maroc.

Bonsoir et merci pour votre accueil. Je suis très heureux d'être ici ce soir pour faire avec vous un exercice de prospective. L'objectif de ma présentation tient finalement en deux questions. Premièrement, quelle est la taille de la classe moyenne au Maroc aujourd'hui ? Deuxièmement, quelle sera la taille de la classe moyenne en 2050 ?

L'estimation de ces deux chiffres découle d'un raisonnement. Je reconnais que le sujet est extrêmement complexe. Pour ma part, je m'étais investi jusque-là dans la compréhension des transformations économiques à long terme du Maroc. C'est un exercice de prospective similaire auquel je vais me livrer aujourd'hui.

Je remercie d'ailleurs la Fondation Attijariwafa bank de m'avoir donné l'occasion de m'investir davantage sur le pendant social qui est souvent ignoré par les économistes et traité par les sociologues. Malheureusement, nous manquons d'études sociologiques au Maroc. Du moins, celles qui sont produites sont davantage d'ordre littéraire que quantitatif.

Aujourd'hui, je vais tenter de me livrer à un exercice d'économie et de sociologie quantitative. C'est un travail embryonnaire mais qui est basé sur les données officielles du Haut Commissariat au Plan (HCP), en particulier sur les résultats de l'enquête nationale sur l'emploi. Je profite de l'occasion pour rappeler que nous disposons

au Maroc d'énormément de données d'une très grande qualité. Mais je pense qu'elles sont sous-exploitées. Je vais donc m'appuyer sur ces données-là pour essayer de dégager les grandes dynamiques de long terme.

Première question : comment définir la classe moyenne ?

La définition donnée par M. Mabrouk de 10 dollars à 100 dollars, est une fourchette très large.

L'idée est de dégager une définition propre à la société marocaine et qui soit donc plus spécifique. Le HCP a proposé, dans le cadre de l'enquête de consommation de 2007, la définition suivante : « appartiennent à la classe moyenne, les ménages dont le revenu va de 2 800 DH à 6 700 DH. » Ce qui englobe 53% de la population marocaine. Le HCP a donc adopté une définition relative, autrement dit, selon lui, la classe moyenne figure au centre de la distribution. Si l'on se réfère à ce raisonnement, tous les pays ont une classe moyenne, y compris le Tchad et l'Inde...

Il est vrai que dans les pays développés, ce type de définition relative est privilégié. Mais, pour le cas du Maroc, nous sommes nombreux à penser intuitivement que cette définition englobe des personnes appartenant à la classe populaire. Par exemple, selon le HCP, un couple travaillant comme personnel de maison appartiendrait à la classe moyenne.

Bien évidemment, cela ne fait pas sens du point de vue sociologique.

En France, la définition de la classe moyenne est la plus consensuelle que j'ai pu trouver : celle-ci perçoit un revenu allant de 2300 euros à 4550 euros. Cette fourchette qui concerne 50% de la population française, correspond à peu près aux proportions marocaines, mais multipliée par le différentiel de PIB.

Pour en revenir à ma définition de la classe moyenne, elle n'est absolument pas scientifique et est totalement subjective mais elle découle d'un raisonnement.

L'idée est de se dire : un ménage appartient à la classe moyenne lorsque son revenu se situe entre 10 000 et 40 000 DH. C'est une définition absolue.

En fait, je définis la classe moyenne comme celle qui a la capacité à accéder à certains biens & services. À partir de là, je construis un budget fictif d'un ménage et j'en déduis les bornes, inférieure et supérieure. Concernant la borne inférieure de 10 000 DH, je l'ai définie à l'issue de plusieurs discussions avec des citoyens en vue de cerner

la perception de la classe moyenne. Il faut savoir qu'il y a une charge symbolique dans la notion de classe moyenne car celle-ci reflète l'ambition d'un pays. En effet, si l'on affirme que la classe moyenne perçoit 3000 DH et que la moitié de la population y est, alors on peut se satisfaire de cette donnée et clore le sujet.

En revanche, si l'on fait de l'élargissement de la classe moyenne un objectif collectif, il faut être plus exigeant. Ce débat rappelle celui de la définition du seuil de pauvreté. L'ambition des pays pauvres est, non pas de dépasser le seuil de pauvreté (qui est de 2 dollars par jour), mais de rejoindre la catégorie des pays riches !

Idem pour la définition même de la classe moyenne qui sous-tend une question d'ambition collective, de mobilisation et d'élaboration de politiques publiques appropriées.

À mon sens, l'appartenance à la classe moyenne appelle trois aspects :

1- L'accès à l'automobile

Le ménage de la classe moyenne est contraint dans sa mobilité, il doit avoir la capacité d'acheter une voiture d'entrée de gamme pour acquérir une certaine autonomie dans ses déplacements. Au Maroc, l'accès au transport en commun est perçu comme relevant de la classe populaire. Avec l'introduction du tramway urbain, cette perception commence à être plus nuancée. Quoiqu'il en soit, le taux d'équipement en voitures se situe entre 20 à 25% au Maroc, contre 80% en France. Dans les années 60, ce taux était déjà à près de 40% dans l'Hexagone. Le Maroc est donc dans la situation de la France des années 50.

2- L'accès au logement

Les ménages appartenant à la classe moyenne au Maroc doivent avoir les moyens d'acquérir un logement qui peut être économique, mais qui n'est pas social. En effet, le logement social est clairement attribué à la classe populaire. Le logement économique se situe généralement en périphérie urbaine immédiate,

est accessible à un coût de 600 000 DH environ, moyennant un crédit sur 25 ans. Ce qui équivaut à une traite mensuelle de 3000 DH environ. J'ai opté délibérément pour des bornes très faibles pour éviter les biais liés à l'axe Casablanca-Rabat.

3- L'accès à l'éducation

Dans son imaginaire, la classe moyenne nourrit une forte ambition pour ses enfants. Cette ambition vise la mobilité sociale. Cela passe par une amélioration de la situation des enfants par rapport à celle des parents. Et l'éducation est l'instrument de l'ascension sociale par excellence. De ce fait, le choix de l'école pour la scolarité des enfants est fondamental.

La capacité à scolariser et à bien éduquer ses enfants fait donc partie des priorités de la classe moyenne. D'ailleurs, la famille marocaine-type d'aujourd'hui est constituée d'un couple avec 2 enfants scolarisés dans une école privée.

« La définition de la classe moyenne sous-tend une question d'ambition collective, de mobilisation des ressources et d'élaboration de politiques publiques appropriées ».

« Au Maroc, seulement 10% de la population en âge de travailler est candidate à la classe moyenne ».

Pour avoir fait une enquête de terrain, je peux dire que la sociologie de l'école publique est en train de se concentrer de manière tranchée, sur les classes populaires. À partir d'un niveau de revenu assez faible, les parents optent systématiquement pour l'école privée.

Au regard de cette définition de la classe moyenne qui reste tout à fait subjective, j'ai construit une classification et forgé le concept de « candidat à la classe moyenne ». J'ai préféré ne pas parler de nombre de ménages de la classe moyenne car cela pose un grand problème de données.

On observe de grandes mutations en cours comme notamment la baisse de la taille des ménages. Par ailleurs, un grand nombre de ménages compte plusieurs actifs (parents et enfants en âge de travailler), d'autres ont des revenus, mais ne travaillent pas. Face à toutes

ces dynamiques en cours, j'ai opté pour le concept de « candidat à la classe moyenne ». il englobe le citoyen qui travaille pour un salaire mensuel de 10 000 à 40 000 DH, et le couple dans lequel chaque membre touche

entre 6000 et 10000 DH. Telle est d'ailleurs, la configuration dominante chez les fonctionnaires par exemple. En dessous d'un salaire mensuel de 6000 DH, on fait partie de la classe populaire. À l'issue de cette catégorisation, l'on s'intéresse à la population en âge de travailler pour essayer de la classer. Aujourd'hui, la population en âge de travailler, ayant entre 15 et 65 ans, s'élève au Maroc à 21 millions de personnes, sur un total de 33 millions d'habitants.

Sur ces 21 millions de personnes en âge de travailler, seules 7,5 millions ont un emploi, soit un taux d'emploi de 35%. Ce qui est très faible. Je ne tiens pas compte des emplois non rémunérés comme, par exemple, celui des femmes qui apportent leur aide aux travaux des champs. Donc, le Maroc est à un taux d'emploi rémunéré de 35% de la population en âge de travailler.

Lorsqu'on regarde la distribution des revenus et les candidats à la classe moyenne, on constate que 10% des personnes ayant un travail, perçoivent un salaire de 10000 DH et plus. Selon les chiffres du ministère des Finances, dans la Fonction publique, 25% des fonctionnaires perçoivent un salaire individuel de plus de 10000 DH. De même, selon les données récentes de la CNSS, 7% des salariés du secteur privé touchent un salaire de plus de 10000 DH, sachant que les chiffres de la CNSS souffrent probablement de la sous-déclaration. En couple, pour un salaire individuel de 6000 DH et plus, on arrive à une tranche de 15% de la population.

Globalement, seule 10% de la population en âge de travailler peut être considérée comme candidate à la classe moyenne. Telle est la situation actuelle de la classe moyenne au Maroc.

Qu'advient-il en 2050 ?

Le Maroc comptera 26 millions de personnes en âge de travailler. Le taux d'emploi va augmenter et sera accompagné d'une féminisation de l'emploi. Cette tendance est mondiale car un nombre croissant de femmes a accès à l'éducation et rejoindra le marché du travail.

Le Maroc connaîtra donc un élargissement de sa classe moyenne. La proportion des personnes percevant plus de 10000 DH (en Dirham constant de 2010) va doubler et la classe moyenne représentera 25% de la population.

Au total, 45% de la population aura un emploi rémunéré et pourra postuler à la classe moyenne, et 19% de la population sera en âge de travailler. Pourquoi avoir choisi la date butoir de 2050 ? Parce que c'est dans 35 ans. Mais aussi, parce que j'ai retenu comme point de comparaison, l'Europe des années 60 et 70. Nous sommes dans une situation comparable, où le pays déploie des efforts importants pour se moderniser. Aujourd'hui, le Maroc génère de la croissance, fait face à des transformations structurelles et déploie des efforts pour élargir sa classe moyenne. Cette même dynamique a été observée dans l'Europe de l'après-guerre.

C'est très intéressant d'étudier les parcours des pays développés et de se caler sur ces dynamiques pour se projeter dans l'avenir. À priori, il n'y a pas de raison fondamentale pour que le Maroc connaisse une dynamique différente. Ce sont des tendances lourdes que concernent tous les pays dans leur phase de développement.

J'ai donc fait un voyage dans le temps pour voir ce qui s'est passé dans ces pays dans les années 60/70. Puis, j'ai emprunté ce même itinéraire pour imaginer le futur de notre société.

Trois conditions vont déterminer la proportion de la classe moyenne au Maroc. La première condition est la nécessité de créer des emplois si l'on veut faire grossir la classe moyenne.

La deuxième condition est la nécessité d'améliorer la rémunération des emplois. Pour cela, il faut,

soit augmenter la productivité pour que tout le monde en profite, pour peu que la répartition soit équitable ; soit changer la structure de la société. Autrement dit, il faudrait que l'employé ait la possibilité de devenir cadre moyen, que le cadre moyen devienne cadre supérieur, que l'enfant de l'ouvrier qualifié

devienne membre de la profession libérale...

Je pense que c'est le changement de statut dans les professions qui permet l'émergence de la classe moyenne. Ainsi, la catégorie socio-professionnelle constitue un outil formidable pour imaginer l'évolution de la société marocaine.

Enfin, le troisième déterminant est la qualité des services publics. Il faut savoir que le seuil d'accès à la classe moyenne au Maroc, soit 10 000 DH, est très élevé. Cela est lié à la qualité insuffisante des services publics (école publique, habitat, transport public). Si l'école publique était de bonne qualité, les ménages ne ponctionneraient pas leur budget pour payer l'école privée à leurs enfants. À noter que dans les pays développés et les pays asiatiques, l'école primaire est publique. Cela réduit de façon notable le seuil d'accès à la classe moyenne. Si l'accès au logement était plus aisé et moins onéreux, grâce à une planification urbaine

performante et dynamique, l'incidence foncière qui constitue aujourd'hui, l'essentiel du coût de l'immobilier au Maroc, pourrait être atténuée et les ménages bénéficieraient d'une meilleure qualité de vie.

Enfin, si les transports en commun étaient de bonne qualité, les citoyens n'auraient pas besoin d'investir dans un véhicule.

In fine, si les politiques publiques étaient optimisées, le seuil d'accès à la classe moyenne passerait de 10 000 DH à 7 000 DH, voire à 6 000 DH. Ce facteur est également déterminant à long terme.

Reste la question de l'emploi qui est également fondamentale. Le taux d'emploi au Maroc est très faible, à 35% seulement. La Tunisie est à 44% et la Turquie à 46%, des taux également très faibles, face à une moyenne mondiale de

60%. La faiblesse du taux d'emploi dans ces 3 pays n'est pas due au hasard. Elle est en grande partie liée à la relative rareté des femmes sur le marché du travail, du fait du déterminant culturel. Idem pour la Malaisie qui affiche un taux d'emploi inférieur à celui des autres pays asiatiques.

Donc pour en revenir au Maroc, ce qui va générer de l'emploi, c'est la croissance et l'élasticité de l'emploi à la croissance.

La projection des emplois à long terme montre une progression du taux d'emploi de 35% à 37% puis à 42%. C'est la progression du taux d'emploi des femmes qui fera la différence.

L'expérience internationale montre la même évolution du taux d'emploi et du niveau de PIB par habitant pour l'ensemble des pays. Au cours du processus de développement, le taux d'emploi tend, dans un premier temps, à baisser du fait du recul de l'agriculture. Les familles se déplacent en ville, et les femmes sortent du marché de l'emploi. Le temps de se former, elles intègrent le marché de l'emploi pour occuper, en général, les services qualifiés. Au cours de cette période de transformation structurelle, émergent donc des emplois plus qualifiés et les femmes réintègrent le marché du travail.

« Si les politiques publiques relatives à l'enseignement, au logement et au transport urbain sont optimisées, le seuil d'accès à la classe moyenne passerait de 10 000 à 7 000 dirhams ».

Aujourd'hui, le Maroc se trouve dans le creux et l'on peut penser que le taux d'emploi va remonter. Le taux d'emploi actuel d'une femme diplômée de l'enseignement supérieur est, en milieu urbain, le double (40%) de celui des femmes non diplômées. Ce qui laisse à penser que le processus observé à l'échelle internationale va toucher le Maroc.

Par ailleurs, comment se passe la transformation structurelle dans les autres pays et cette question relative aux CSP ?

Une régularité empirique est constatée partout dans ces pays : les économies se transforment en se développant. Ce qui laisse à penser que l'économie du Maroc en 2050 n'aura rien à voir avec l'économie d'aujourd'hui qui d'ailleurs n'a rien à voir avec celle des années 70.

Pour anticiper cette transformation structurelle, on peut considérer que l'on est dans la situation de l'Europe des années 70. Alors que s'est-il passé dans ces pays-là ? À partir de là, nous pouvons raisonner.

Si l'on considère les différents secteurs de l'économie et que l'on analyse la variation de leur part dans le PIB, deux années charnières se dégagent : 1970 et 2005.

Globalement que se passe-t-il quand une économie se développe ? La part de l'agriculture baisse de manière massive. Au Maroc on peut donc s'attendre à une baisse de la part du secteur primaire dans l'emploi global. Ce qui nous amène à affirmer, qu'on le veuille ou non, que vouloir fixer les populations dans le monde rural revient à aller contre le sens de l'histoire. Le processus de recul de l'emploi agricole est inéluctable, il a d'ailleurs déjà commencé de manière très importante depuis 2000. Et tout porte à croire que ce processus va continuer.

Par ailleurs, tous les pays qui se sont développés ont, à un moment donné, favorisé le transfert d'un quart ou d'un tiers de leur population vers

le secteur secondaire. Les paysans sont ainsi passés de la ferme à l'usine.

Dans les pays de l'Europe du Sud, l'industrie offrait en 1970 près de 25% des emplois. Au Maroc, l'industrie et l'artisanat contribuent aujourd'hui, à hauteur de 10% seulement. En fait, nous avons sauté la phase de l'industrialisation. Certes, le Maroc va maintenir certaines industries grâce aux stratégies sectorielles mises en place. Néanmoins, les secteurs de la Finance, de l'Assurance et des Services aux entreprises gagneront du terrain. Il en sera de même pour l'Éducation, la Santé et les Services à la personne. Telles sont les tendances lourdes des secteurs créateurs d'emplois.

Aujourd'hui, les secteurs des Banques, Finance et Assurance emploient 50 000 personnes et créent 2 000 à 3 000 emplois par an. C'est encore modeste, mais cela va augmenter.

Ensuite, l'on remarque que ces pays en mutation bénéficient d'une montée du niveau de qualification spectaculaire. Elle est mesurable grâce à un indicateur : la part de l'emploi rapportée au niveau Baccalauréat (Bac). En 1960, en France, 10% des gens qui travaillent avaient le Bac. Aujourd'hui, ils sont 50%.

Cette montée des qualifications fait émerger deux catégories : les cadres moyens et les cadres supérieurs. C'est l'indicateur majeur de la transformation sociale et de l'émergence de la classe moyenne.

Aujourd'hui, en France, 40% de l'emploi concerne les cadres moyens (instituteurs, chargés de clientèle, infirmières...) et supérieurs (titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, professions libérales, professions intellectuelles). La montée en flèche des diplômés et du nombre de cadres moyens et supérieurs est le sous-jacent à l'émergence de la classe moyenne.

Au Maroc que se passe-t-il ? Aujourd'hui, si l'on prend les mêmes catégories, on constate que 10% de l'emploi est occupé par des cadres moyens et supérieurs. La France des années 60 était à 15%.

« La montée en flèche des diplômés et du nombre de cadres moyens et supérieurs est le sous-jacent à l'émergence de la classe moyenne ».

Par ailleurs, sur 100 bacheliers marocains, 40 n'obtiennent aucun diplôme de l'enseignement supérieur, 45 optent pour l'enseignement supérieur court (techniciens spécialisés, licences...) et seulement 15 empruntent le cursus long de l'enseignement supérieur (Master, Doctorat, grandes écoles).

Par ailleurs, sur la population employée aujourd'hui au Maroc, 12% ont au moins le Bac ou plus. Avec l'augmentation à venir du taux de bacheliers, la composition de l'emploi au Maroc va se transformer radicalement. En 2050, 30% des emplois seront occupés par des titulaires du Baccalauréat et plus.

Nous sommes dans une dynamique similaire à celle de la France des années 60.

Mais quelle est la différence entre l'expérience marocaine et celle des autres pays ?

La différence réside dans la qualité des diplômes. Le phénomène majeur des prochaines années a trait au déclassement des diplômés et à leur dévalorisation. En clair, le diplôme ne sera plus gage de l'insertion professionnelle. Ce phénomène découle de plusieurs constats :

- quand on se réfère aux tests internationaux, le niveau des étudiants marocains est extrêmement faible et a tendance à se dégrader. Le Maroc est dans la moyenne des pays subsahariens, en termes de compétences en lecture, par exemple ;
- prenons les résultats du test PEARLS, effectué sur un échantillon de 60 pays en 2011. Ce test de référence consiste à soumettre aux élèves un texte dans la langue nationale, avec des questions de compréhension simples. Il y a 85% des enfants dans le monde qui répondent correctement à ces questions. Au Maroc, ils sont 21% seulement à répondre correctement. L'avant-dernier pays du classement est à 45%. Le Maroc, dernier de la liste, est donc très loin de l'avant-dernier pays. Cela nous donne idée de la qualité du capital humain dans les 20 années à venir. Ce sont ces enfants qui seront les futurs diplômés du Maroc ;
- parallèlement, le taux de diplomation ne

cesse d'augmenter. Ainsi, 100% des écoliers obtiennent « Chahada », à la fin du cursus de l'école primaire ;

- enfin, à chaque fois que l'on mesure la qualité de l'enseignement, on constate une dynamique de détérioration dans le temps.

Conséquence de ces constats : en France qui est le pays développé le plus proche du Maroc, plus vous êtes diplômés, moins vous avez de chance d'être au chômage. Cela est dû au fait que le pays a réussi sa transformation culturelle et qu'il compte de plus en plus de cadres moyens et supérieurs. Il y a donc une demande de compétences et de qualification, et les diplômés sont perçus comme étant de qualité. De ce fait, le diplôme est non seulement un signal, mais il apporte de la productivité.

Au Maroc, les proportions sont exactement inverses. Les diplômés sont plus exposés au risque du chômage. De ce fait, le diplôme ne garantit plus la mobilité sociale. Le taux de chômage des jeunes titulaires du Bac est plus est de 30% alors que celui des jeunes sans diplômes est de 10% seulement.

« Le taux de chômage des jeunes titulaires du Bac est plus est de 30%, alors que celui des jeunes sans diplômes est de 10% seulement ».

Pour conclure, je dirais que la question du diplôme est la question centrale pour l'avenir du pays.

Ainsi, dans les prochaines années, deux logiques vont se mettre en place :

- **La logique « des files d'attente »** : les diplômés vont postuler à des postes sous-qualifiés. Ce phénomène est déjà observé aujourd'hui. On va commencer à voire des titulaires de Bac+5 postuler pour des postes d'employés ou ouvriers qualifiés. On va également voire des titulaires de Bac+2 postuler pour des postes sans qualification. Nous allons donc avoir un déclassement généralisé et un tassement vers le bas. Les diplômés vont changer de « files d'attente » face à la pénurie d'emplois qualifiés. On va donc avoir une montée des qualifications des fonctions subalternes.
- **La logique de « l'honneur »** : cette deuxième logique qui va se mettre en place a un fond

sociologique et anthropologique très intéressant. Il s'agit du refus du déclassement : certains diplômés vont sortir du marché du travail, refuser de travailler, pour rentrer dans une logique de frustration de masse. Ces diplômés vont résister au déclassement. La France a vécu cette situation dans les années 90.

Ce processus de dévalorisation des diplômes n'en est qu'à ses débuts. Il va se prolonger dans le temps. Aujourd'hui, des mesures sont envisagées pour relever la valeur des diplômes. Espérons qu'elles apportent leur fruit.

Je conclurai avec la question du seuil d'accès aux services publics.

L'éducation publique de qualité augmente la proportion des personnes candidates à la classe moyenne et baisse le seuil d'accessibilité. Idem pour le transport en commun de qualité et l'accès au foncier.

Concernant la question du logement en milieu urbain, je note un phénomène très intéressant qui est en train de se passer et que l'on a vu ailleurs. Il s'agit de la périurbanisation,

autrement dit un étalement urbain. Tous les pays en développement connaissent ce phénomène qui permet aux classes moyennes de sortir de plus en plus dans les petites et grandes banlieues. On a observé ce phénomène aux États-Unis, en France...

Le Maroc connaît aussi cette dynamique-là car les prix de l'immobilier sont trop chers à l'intérieur de la ville. La grande différence est qu'aux États-Unis, cette dynamique s'est faite avec l'avènement de la voiture et l'explosion du taux d'équipement des ménages en véhicules. En Europe, elle s'est accompagnée d'un développement des moyens de transport en commun performants.

Au Maroc, le phénomène de périurbanisation s'accroît, mais sans le développement des moyens de transport. Sortir les classes populaires du centre-ville pour les mettre dans des logements périurbains, n'est envisageable que si le service de transport en commun est efficace. On observe aujourd'hui que beaucoup de femmes sont contraintes de quitter leur emploi à cause de cette défaillance des transports et du temps requis pour se déplacer.

Pour l'ensemble des pays développés, la courbe de prix de l'immobilier de 1870 à 2012 est ascendante. Aussi, faut-il s'attendre au Maroc, à une augmentation du prix de l'immobilier, hors inflation. Aujourd'hui, les prix se sont momentanément tassés, mais la tendance lourde est à la hausse avec le développement du pays. Ce phénomène est mondial. Reste à savoir à quel rythme cette hausse va s'opérer, selon la qualité de la planification urbaine.

Pour conclure, quand ces pays ont constitué leur classe moyenne, les gens pouvaient acheter leur maison avec 3 ans de revenus annuels (House Income Ratio).

Tous les pays répondaient à cette norme car le prix du foncier est régi par une règle : il représente 20 à 30% du prix du logement, le reste concerne le coût de construction. L'incidence foncière au Maroc étant beaucoup plus élevée, les ménages se retrouvent avec des multiples de revenus de 5, 6 voire 7 et même 8. Seul le logement social respecte la norme observée à l'international, mais il ne concerne que la classe populaire. Alors peut-on véritablement construire une classe moyenne avec des multiples de revenus de cet ordre ? La question reste posée.

« Au Maroc, le phénomène de périurbanisation s'accroît, mais sans le développement des moyens transports urbains qui doit aller de pair ».

Question de Mme Mouna Kably

Merci pour votre intervention qui reflète votre analyse personnelle de la situation de la classe moyenne au Maroc. Alors comment va-t-on inverser la tendance apocalyptique que vous venez de nous décrire ? De quelle marge de

Réponse de M. Youssef Saadani



Je voudrais juste clarifier les choses. Il s'agit de projections et celles-ci ne valent que par les hypothèses qui sont retenues. Néanmoins, c'est un signe plutôt optimiste quand on dit que la taille de la classe moyenne va doubler, malgré un contexte qui reflète la continuité et prolonge les tendances actuelles. Bien évidemment, les pouvoirs publics, de manière endogène, prendront des mesures d'ajustement dans plusieurs domaines.

Le scénario que j'ai retenu est un scénario bas où on passe de 10 à 20% pour la classe moyenne, simplement parce que le niveau des diplômes augmente malgré tout et qu'il y aura une transformation sociale déjà enclenchée. Les données de ses 15 dernières années l'attestent. On voit cette montée de cadres moyens, ce déplacement des gens de la campagne vers les villes pour devenir ouvriers spécialisés. On constate aussi une nouvelle tendance positive : les jeunes se dirigent de plus en plus vers des formations courtes, optant pour le Bac +2 et le Bac +3. De même qu'on commence à avoir plus d'informations sur les tendances du marché du travail.

manœuvre dispose le Maroc notamment au niveau de l'éducation, de l'immobilier et du transport urbain pour réduire le seuil d'accès à la classe moyenne ?

Il y a donc des tendances positives dans le cadre de ce scénario de continuité que j'ai retenu. Il y aura probablement des ruptures à prendre en compte.

En résumé, le message central est le suivant : le Maroc est en train de connaître un processus de transformation sociale assez similaire à celui des pays développés, mais à un rythme plus lent et avec des risques supérieurs notamment sur la question des diplômes. Concernant le rythme de croissance des classes moyenne et supérieure, le Maroc va deux fois moins vite. On gagne 0.25 point par an, contre 0.5 point pour la France. Quand nous arriverons à 20%, la France sera déjà à 40%. Mais le point très important à mon sens reste la question des diplômes. La solution à ce problème ne relève pas uniquement à l'État. La responsabilité incombe aux familles et aux jeunes étudiants aussi. L'éducation est une affaire collective. Le Maroc avance malgré tout mais il peut faire beaucoup mieux en s'appuyant sur les leviers que j'ai identifiés.

Pour en revenir aux solutions, il faut créer de l'emploi. Pour cela, un taux de croissance moyen de 3 à 4% est insuffisant et la tendance n'est pas à l'amélioration car l'Europe qui reste notre principal partenaire malgré nos efforts de diversification, entre dans une phase de récession durable. Par ailleurs, notre croissance est tirée par le marché intérieur qui est lui-même trop étroit.

Tous les pays ayant une expérience de développement réussie, ont produit pour le reste du monde. Quand le tissu industriel reste centré sur le marché national, à un moment

donné, il n'y a plus d'autre choix que d'inciter les consommateurs à l'endettement, au risque de créer une bulle et d'aggraver le déficit de sa balance commerciale. C'est ce qu'a connu le Maroc. Les nouvelles orientations de l'appareil productif vers les secteurs échangeables est une option stratégique majeure pour tirer le taux de croissance vers un niveau soutenable à long terme. Ce processus n'est pas aisé car il existe des contraintes structurelles de compétitivité et de rentabilité des secteurs exposés à la concurrence internationale.

L'autre volet est l'éducation. L'état de l'enseignement public est d'une grande complexité et sa réforme requiert de la créativité, de l'expérimentation et de l'innovation. Pour rattraper le retard, il faut opter pour une rupture. Ce n'est pas avec les méthodes anciennes, ni avec des solutions importées que l'on réussira la réforme de l'école publique. Il faut inventer quelque chose de nouveau, utiliser le numérique et recourir aux systèmes d'incitation.

Pour l'université, je citerai un exemple réussi qui est celui de la faculté de Aïn Sebaâ dont la doyenne Mme Jamila Houdaffi Settar a compris une chose : la distance entre

l'étudiant et l'entreprise est trop grande. Même si l'on améliore la qualité des programmes et des enseignants, cela n'y changera rien. Il faut initier de manière volontaire un rapprochement entre les deux mondes afin que les étudiants connaissent mieux l'entreprise et les exigences du marché du travail, et qu'ils se forment au fur et à mesure de leur apprentissage. L'avenir se trouve dans les formations courtes et la formation alternée. Grâce à ces choix stratégiques, les résultats de la faculté d'Aïn Sebaâ sont étonnants. De ce fait, cette expérience gagne à être dupliquée. Il ne faut pas inventer des solutions conceptuelles, mais tester des choses à petite échelle qui peuvent grandir et être dupliquées en cas de succès.

Concernant le foncier, il y a une vraie réflexion à mener sur le prix du terrain et la planification

urbaine. Cette question est très complexe. Si l'on maintient des multiples de 7 ou de 8 du revenu annuel des ménages pour le prix du logement, il sera difficile de développer la classe moyenne. Nous sommes dans une dynamique de « désagglomération » urbaine. Or, la demande de logement se fait autour des villes. Celle-ci est incompressible et inexorable. La hausse des prix et la formation d'une bulle immobilière permanente sont la conséquence de la restriction du périmètre urbain.

Mais attention, faire baisser brutalement le prix de l'immobilier aurait des conséquences majeures sur la valeur du patrimoine, les crédits bancaires... Cette baisse ne peut être décrétée du jour au lendemain car beaucoup de personnes perdraient leur patrimoine et les dynamiques de stabilité financière seraient mises en danger. Il ne suffit de décider de doubler le

périmètre urbain pour résoudre le problème. Certaines villes aux États-Unis ont réglé le problème en supprimant le périmètre urbain. Ce sont les villes où le prix de l'immobilier est le plus faible.

Sur l'ensemble de ces questions, il est nécessaire d'inventer de nouvelles solutions. Il faut expérimenter, innover dans l'éducation, l'immobilier mais

aussi les transports. Je pense au système de bus à haut niveau de service circulant sur des voies dédiées, qui coûte 4 fois moins cher que le tramway. Il y en a en Turquie, en Bolivie et de plus en plus en France. Ce sont des bus très longs qui rendent le même service que le tramway et coûtent moins cher, sans être polluants. La ville de Casablanca est en train d'envisager cette solution.

Plus globalement, la régionalisation constitue une vraie opportunité pour expérimenter de nouvelles idées et solutions. Cela va permettre l'émergence de leaders régionaux qui peuvent montrer le chemin avec de nouvelles solutions, de nouvelles idées. La concurrence entre les régions peut alors être un émulateur pour trouver des solutions innovantes dans ces trois domaines.

« La réforme de l'école publique requiert de la créativité, de l'expérimentation et une véritable rupture dans les méthodes. Le numérique peut en être un facilitateur ».



Réponse de M. Mohamed Mabrouk

En écoutant cette problématique des diplômés, si je me réfère à l'expérience au sein du cabinet E&Y, les jeunes étudiants et diplômés marocains ont exactement le même niveau, sur le plan qualitatif, que leurs homologues français. Je comprends la problématique de la perception

du diplôme et de l'emploi qui est mis en face au Maroc. Qualitativement, les étudiants marocains sont, de mon point de vue, totalement au niveau des étudiants en France et nos collaborateurs ont exactement les mêmes qualités quel que soient leur pays d'origine.

Mme Mouna Kably

Ces éclairages sont importants car ils nous prouvent que nos retards cumulés dans l'enseignement, le logement et le transport urbain entravent le développement de la classe moyenne au Maroc. Mais ces retards restent rattrapables pour peu que des réformes novatrices soient adoptées rapidement.

Après ce large panorama économique et ce diagnostic sans concession, je donne la parole à M. Driss Jaydane, enseignant et écrivain, pour nous apporter un éclairage sur les caractéristiques sociologiques de la classe moyenne au Maroc. Son analyse devrait nous permettre d'avoir une vision globale de la problématique.



M. Driss Jaydane Enseignant et écrivain

Classe moyenne au Maroc : et si son émergence passait par un pacte de responsabilité sociale ?

Historiquement, le concept de classe moyenne est une invention de la Banque mondiale, des cabinets de consultants et de quelques théoriciens en économie qui ont privilégié le raisonnement à partir des revenus. Or, cette définition présente des limites car on peut gagner 15 000 DH et être culturellement au bas de l'échelle. Comme on peut toucher 5 000 DH par mois et être au fait de l'actualité cinématographique, littéraire, philosophique...

Au-delà de l'aspect matériel, une société fonctionne aussi avec des idées et de l'intelligence. À vouloir d'emblée raisonner en termes de revenus, on passe à côté des attentes de la société. Il faut savoir que la notion de classe moyenne n'existe pas en sociologie.

Historiquement, des petits bourgeois basés dans les villes se sont retrouvés autour de la question du travail, de la propriété individuelle et de l'idée du droit. Progressivement, ils ont pris conscience de l'existence de la notion de Nation. Cette prise de conscience débouchera sur des révolutions culturelles, sociales et même politiques. L'on s'aperçoit alors que ces gens-là existent politiquement et pas uniquement sur les graphiques.

Aujourd'hui, l'on parle couramment de classe moyenne et cette notion porte en elle-même sa propre ambivalence. Le terme « classe » fait partie du lexique marxiste. L'adjectif « moyenne » fait référence aux statistiques. Donc, concrètement et sur le plan sociologique, cela ne veut rien dire ! Mais c'est très intéressant de voir comment l'on invente une terminologie pour expliquer ce que l'on ne peut pas expliquer, pour montrer ce que l'on ne peut pas montrer et au fond, pour dire ce que l'on ne peut pas dire. La dénomination « classe moyenne » est une invention qui relève de l'économétrie, des statistiques et de toutes sortes de calculs qui négligent le fait que derrière ces chiffres, il y a des personnes.

À l'origine, une bourgeoisie citadine aux origines très diverses

Pour en revenir à notre pays, au fond que regroupe la classe moyenne marocaine ? Elle englobe des gens qui sont actifs, issus soit de la petite bourgeoisie, soit d'une bourgeoisie citadine périphérique, ayant parfois même des origines rurales et qui, suite à un déplacement historique, est passée de la campagne à la ville. De plus, elle est très diverse puisque la classe moyenne meknassie, rbatie ou casablancaise a des caractéristiques différentes. Concrètement,

ce sont des gens qui ont participé à l'évolution de la société. Au Maroc, je préfère parler de petite bourgeoisie ou bourgeoisie citadine que de classe moyenne. Historiquement, c'est plus fondé.

Ces gens étaient donc, pour la plupart, des commerçants ou des artisans. Ils seront rejoints, au lendemain de l'indépendance, par la bourgeoisie d'État constituée de fonctionnaires. Grâce à l'accès aux diplômes, cette bourgeoisie développe une conscience de soi qui est fondamentale au plan sociologique. Ces gens lisent les journaux, fréquentent les ciné-clubs et réfléchissent à l'évolution de leur société. Ces gens produisent de la richesse, paient des impôts et se sentent en droit d'exprimer certaines revendications. Ils jouent un rôle extraordinaire dans l'évolution de la société parce qu'ils ont ce talent formidable d'être à la fois dans la régulation et la revendication. Cette classe moyenne se consacre au travail dans le but de réaliser un projet personnel ou familial. Elle met ses enfants dans des écoles privées, se fait soigner dans des cliniques privées et acquiert des véhicules personnels. Pourtant, cette classe moyenne contribue aux recettes fiscales qui permettent de financer le service public. Les membres de cette classe se distinguent ainsi par une forme d'acceptation citoyenne parce qu'ils croient en leur pays et en la mobilité sociale.

L'émergence de la classe moyenne ne se décrète pas

Je récusé l'idée de faire émerger une classe moyenne. On ne peut pas faire émerger une classe sociale, on ne peut pas le décréter. En revanche, il faudrait, suite à une prise de conscience, mettre en place un pacte de responsabilité sociale, envoyer à ces gens un signal fort et faire en sorte que leur position

sociale ne se détériore pas, en facilitant leur mobilité sociale.

Je rejoins la classification de Youssef Saadani, mais j'estime que ces gens perçoivent plutôt entre 10 000 DH et 25 000 DH, car à partir de 40 000 DH, on est dans la catégorie des cadres supérieurs. Connaissant la grille de salaires au Maroc, on peut dire qu'à 10 000 DH, le banquier vous stresse, et à partir de 40 000 DH, c'est vous qui le stressez !

Par ailleurs, il faut prendre conscience que cette classe est, non pas le tampon entre les plus riches et les plus pauvres, mais le seul couloir par lequel il est possible de passer à une

situation sociale décente. Il ne faut surtout pas que cette mobilité tombe en panne. Il faut que la catégorie des citoyens qui perçoit 5 000 DH puisse évoluer vers cette classe moyenne, et que 20% des membres de la classe moyenne supérieure puisse rejoindre la catégorie des citoyens favorisés, à partir d'un salaire mensuel de

40 000 DH. Ces derniers auront, par exemple, la possibilité de rejoindre le rang des créateurs d'entreprises.

Nous avons tendance à considérer que c'est un fait accompli, qu'il est normal que ces gens-là travaillent sans relâche, paient les impôts pour des services publics auxquels ils n'accèdent pas. Ce n'est pas un hasard si, depuis de nombreuses années, le Souverain a attiré l'attention sur la nécessité d'avoir une classe moyenne prospère pour garantir un développement économique et social pérenne.

Cette bourgeoisie urbaine est en situation de fragilité

En définitive, cette petite bourgeoisie ou bourgeoisie moyenne urbaine constitue le seul couloir et le lieu de passage pour l'évolution sociale. Mais sur qui peut-elle compter ? Elle peut compter sur les institutions financières avec lesquelles elle entretient des relations quotidiennes ; sur l'entreprise qui l'emploie ; sur les associations avec lesquelles elle tisse une relation de solidarité. Mais sur le fond, elle demeure dans une situation de fragilité. D'ailleurs, c'est le cas aussi des classes moyennes dans les pays développés.

En effet, depuis la crise financière de 2008, les classes moyennes en Europe ont été laminées sous le poids de l'endettement et de la baisse de leur pouvoir d'achat. En Espagne, 500 000 maisons ont été saisies par les créanciers en l'espace d'une semaine et les propriétaires ont brutalement basculé dans la misère.

« Nous avons 20 ans pour consolider et créer une société solidaire où règne la confiance ».

Pour en revenir au Maroc, malgré son rôle dans la stabilité sociale, cette petite bourgeoisie souffre d'un manque de représentativité. Or, nous sommes à un moment historique où l'on doit tous prendre nos responsabilités. Il y a des périodes comme celle-ci, où l'on doit se dire : « je ne peux pas continuer à penser uniquement pour moi et ma catégorie sociale, à me concentrer exclusivement sur l'éducation de mes enfants ». Certes, c'est déjà bien de réussir à éduquer ses enfants, c'est même un miracle ! Mais le moment est venu pour que toutes les parties prenantes de la société (hommes politiques, chercheurs, institutionnels) réfléchissent à un pacte de responsabilité sociale en se disant : « nous avons 20 ans pour consolider et créer une société solidaire où règne la confiance. »

En effet, parmi les défaillances qui ne ressortent pas de ces études car elles ne sont pas chiffrables, je citerai l'absence de confiance dans notre société. Je mets au défi tout citoyen marocain qui affirmerait avoir confiance dans plus de 10 personnes de son entourage. Nous n'avons pas confiance les uns les autres, ni dans nos services publics. Certes, la France se distingue par les Trente Glorieuses, mais aussi par la confiance de ses citoyens dans les institutions et dans son enseignement public. Je rappelle que l'École normale a été créée en 1820 et l'école Polytechnique en 1840.

Par ailleurs, la comparaison entre la France des années 70 et le Maroc d'aujourd'hui me semble intéressante, mais elle est fragilisée

par la tournure de l'Histoire. La période des Trente Glorieuses est révolue, l'économie est désormais dominée par la Finance et les marchés.

Peut-être, nous Marocains, devrions-nous nous remettre en question ? À titre d'exemple, quand le Japon a été détruit par

les États-Unis, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, ses citoyens ont décidé de ne pas laisser leur société se désagréger et ont décidé de consacrer leur vie à l'intérêt général, pour remettre leur pays sur les rails. Sans doute, manquons-nous de ce sens de l'intérêt général ? C'est pourtant le seul moyen d'éviter le scénario décrit par Youssef Saadani.

Nous avons toutes les raisons d'être optimiste grâce à notre désir de sociabilité, ce désir de lien social que nous avons tous, ancré en nous, car il nous vient de notre mémoire et de notre société traditionnelle. Si nous réussissons à le consolider pour retrouver la confiance et le sens de l'intérêt général, alors le scénario ne peut être que positif.



Question de Mme Mouna Kably

Merci M. Jaydane pour ce message fort qui met l'accent sur la confiance et le sens de l'intérêt commun. Mais quand vous évoquez l'importance de l'engagement politique dans la construction

d'une société, entendez-vous par là, l'engagement au sens large, dans les différentes instances qui animent la société civile ?

Réponse de M. Driss Jaydane

Le Maroc compte des diplômés de grandes écoles, nous avons 280 Polytechniciens, autant de Centraliens, des lauréats des Ponts & Chaussées, de Sciences Po... Nous avons des gens brillants. À un moment donné, ils sont tenus de se poser la question suivante : que puis-je faire de mon savoir pour être au service de la collectivité ? Si je consacre 2 heures de mon temps par mois à partager ma haute technicité, mon expertise et ma vision du monde avec les étudiants des universités marocaines, cela contribuera à cette prise de conscience. On ne pourra pas rétablir la confiance sans cette notion de partage, sans que les citoyens n'assument leur responsabilité et sans que les élites ne donnent l'exemple. On ne peut pas tout demander à cette classe moyenne qui en fait déjà beaucoup et qui se soucie de son devenir et de l'avenir de ses enfants.

Réponse de M. Youssef Saadani

Par rapport à la problématique de la langue, il y a un lien net entre la maîtrise du français et la dévalorisation des diplômes observée au Maroc. Nous avons des jeunes diplômés, mais qui ont des difficultés à s'exprimer.

Je voudrais attirer votre attention sur un dernier point : l'économie mondiale doit créer 600 millions d'emplois dans les 5 prochaines années dont 85% doivent émaner du secteur privé.

Dans notre pays, il faut arrêter de se raconter des histoires : oui au patriotisme, mais si nos jeunes ne maîtrisent ni le français ni l'anglais, ils ne rentrent pas dans les entreprises privées. Vu la configuration que prennent le système économique et le marché du travail, s'ils n'entrent pas dans l'entreprise privée, ils ne rentreront nulle part. Il faut arrêter la démagogie par rapport à cette problématique de langues et poser les vraies questions.

Nous avons un capital linguistique que nous devons partager et développer. Cela n'a rien à voir avec le néocolonialisme car les gens ont besoin de travailler. Pour travailler, il faut des outils et les langues en font partie.

Par ailleurs, le français peut être utilisé comme un critère d'identification de la classe moyenne. Il peut même être un élément d'identification des possibilités de mobilité sociale.

À ce propos, j'ai réalisé une enquête auprès de

plusieurs dizaines de directeurs de ressources humaines d'entreprises. Actuellement, même pour des postes de techniciens, la maîtrise du français courant est exigée. Pour des postes d'agents administratifs, les concours se font en langue française avant de rencontrer les candidats. Donc une école publique qui ne forme plus à la langue française, exclut les enfants de la possibilité d'accéder à des postes de cadres moyens et supérieurs, à l'exception de quelques professions comme avocat ou notaire par exemple. Or, chaque année, l'école primaire publique accueille 500 000 enfants qui, dans leur grande majorité, ne posséderont pas la langue française.

Aujourd'hui, les universités organisent des tests de positionnement en langues pour déterminer, plus ou moins, à quel niveau de langues se situent les personnes issues de l'école marocaine. Ce test de positionnement a été fait dans les Facultés de Aïn Sebâa et de Rabat. Il montre que 70% des élèves ont un niveau « découverte » en français. Ce niveau est acquis en général après une centaine d'heures de cours. Or, dans une scolarité normale, le cursus public au Maroc prévoit 2 000 heures de cours de français ! Ce qui porte le taux d'efficacité à moins de 10%. En fait, ce n'est pas une question de quantité d'heures de cours de langues, mais de qualité de l'apprentissage dont il est question.

Question de Mme Mouna Kably

Cela veut-il dire que tout ce qui se fait en matière d'incitation à la création de TPE et en faveur de

Alors, quelles sont les solutions possibles ? S'il fallait tracer les contours du programme en faveur de la classe moyenne, l'on doit prendre conscience que les stratégies individuelles sont intéressantes. Néanmoins, « quand la marée monte, elle fait monter tous les bateaux ». Il est donc difficile de réussir seul dans un environnement adverse.

Quand les gens ont accédé à la classe moyenne dans les années 60-70, le contexte était favorable car marqué par une croissance forte et une création d'emplois importante. Ce qui confirme que pour accéder à la classe moyenne, les dynamiques macroéconomiques et sociales sont essentielles. Mais peut-on accéder à la classe moyenne en faisant de l'entrepreneuriat ? J'ai des doutes à ce sujet car ce n'est pas du tout ce qui se passe à l'échelle mondiale. Bien au contraire, le salariat est en train d'augmenter. L'expérience internationale montre que quand le pays se développe, le taux de salariat augmente et celui des travailleurs indépendants baisse. En définitive, la classe moyenne est une affaire de salariés. Bien sûr, il faut créer des entreprises, mais les promoteurs de projets restent minoritaires. Plusieurs études récentes tordent le coût à cette idée de revenus auto-générés. La classe moyenne est une affaire de salariés.

l'auto-emploi n'est pas de nature à favoriser l'élargissement de la classe moyenne ?

Réponse de M. Youssef Saadani

Pour être très précis et ne pas tomber dans un débat d'opinion, une économiste de Massachussets Institute of Technology (MIT), Cécile Duflot, qui est reconnue dans le domaine de l'économie du développement, a écrit un article sur les Middle Class en Inde. Elle a démontré que c'est une affaire de salariat et que la création de TPE s'apparentait davantage à la gestion de la misère. Elle a aussi démontré que le

micro crédit permettait de maintenir la tête des citoyens défavorisés hors de l'eau mais ne va pas au-delà. Cécile Duflot est l'auteure de plusieurs articles qui vont dans ce sens, à partir d'une méthodologie extrêmement rigoureuse. Bien entendu, ce n'est pas parole d'évangile, néanmoins c'est un raisonnement solide sur le plan académique qui gagne à être pris en compte.

SÉANCE DE QUESTIONS/RÉPONSES

Question de Mme Leyla Elhilia, SIG

Nous vivons actuellement notre période des Trente Glorieuses au Maroc, alors que la France l'a amorcée il y a un demi-siècle. À la différence près que notre classe moyenne évolue à une vitesse plus rapide. Va-t-on vivre une sous-catégorisation de cette classe moyenne (ouvriers et infirmiers versus cadres supérieurs et ingénieurs) ?



Réponse de M. Youssef Saadani

Quelle que soit l'analyse de la situation au Maroc, l'on s'aperçoit que des étapes d'évolution ont été brûlées.

Par exemple, notre pays a une population qui est en train de vieillir, avant même d'avoir créé suffisamment de richesses. De plus, le Maroc est confronté à des problèmes de retraite alors qu'il est un pays en développement. Par ailleurs, le niveau d'endettement des ménages marocains est similaire à celui de certains pays développés car nous sommes allés très loin dans l'accès au financement. Enfin, le Maroc se désindustrialise avant même de s'être industrialisé ! Et ainsi de suite.

Nous commençons aussi à avoir des problèmes de surqualification alors que nous avons des besoins sur le marché de l'emploi qui sont très importants en termes de qualification.

De manière générale, l'expérience passée peut nous inspirer et constituer un repère, mais elle ne peut pas nous servir de guide.

Le Maroc vit une situation radicalement nouvelle, voire inédite. Il faut dire que l'environnement mondial a profondément changé. La plupart des pays dont on parle souvent et qui ont réussi des miracles économiques, se sont arrimés à des locomotives fortes. La Corée et les autres pays asiatiques se sont arrimés à des locomotives comme le Japon et les États-Unis qui affichaient des croissances fulgurantes. De même, la Chine s'est développée dans les années 90 au moment de l'âge d'or de la croissance américaine. De leur côté, les pays de l'Europe du Sud se sont arrimés à l'Allemagne et la France...

En revanche, le Maroc n'a pas d'ancrage. De plus, il n'a pas de modèle ; ce qui pose un problème supplémentaire. Par exemple, le Japon a suivi le modèle de l'Allemagne et la Corée, celui du Japon. La Chine est en train de calquer le modèle de la Corée en termes de stratégie exportatrice. Le Vietnam suit à présent l'exemple de la Chine. Le Maroc, lui, est toujours en quête d'un modèle.

Question de Mme Mouna Kably

La Turquie peut-elle être un modèle pour le Maroc ?

Réponse de M. Youssef Saadani

La Turquie est un modèle intéressant. Mais honnêtement, le pays est « surcoté ».

À long terme, la Turquie est encore confrontée à des problématiques de pays en développement, comme la faiblesse du taux d'emploi des femmes cité tout à l'heure. De plus, le pays fait face à une désindustrialisation même si son industrie de base est forte et son héritage industriel très ancien. Ce qui lui a permis de développer des produits de substitution à l'importation et de s'ouvrir sur l'extérieur en résistant aux chocs. De ce fait, elle a réussi à conserver son industrie textile contrairement au Maroc. Effectivement, la Turquie présente un certain intérêt.

Mais de là à l'ériger en modèle, il vaut mieux

faire preuve de prudence pour observer son évolution à venir. De mon point de vue, un pays modèle est celui qui a déjà accédé au rang des pays développés. Ensuite, il faut analyser les réalisations et les stratégies adoptées par ce pays. Pour l'instant, la Turquie n'est pas encore sortie du piège des pays à revenu intermédiaires ; ces pays qui ont réussi leur décollage, mais qui, à un certain moment, connaissent une stagnation. C'est le cas de l'Argentine qui était un pays plus riche que la France dans les années 40 et 50, et qui a nettement chuté depuis. De même, le Brésil a eu la plus forte croissance dans le monde dans les années 60 et 70, puis a réalisé une croissance nulle pendant 20 ans.

Question de M. Tanou Balla Sakouvogui, étudiant à l'ISCAE

Ma question se structure en trois volets.

M. Saadani, vous avez évoqué le rôle de l'école en tant qu'ascenseur social. Quelles sont les mesures prises par le gouvernement marocain pour permettre une certaine égalité des chances d'accès à ces écoles ?

Ma deuxième question concerne la décompensation des produits de base. Ne réduit-elle pas les chances de la population la plus vulnérable, d'accéder à la classe moyenne ? Cette décompensation est-elle compatible avec la volonté de réduire les inégalités sociales ?

Enfin, par rapport au volet sociologique abordé par M. Jaydane, la pauvreté n'est pas liée seulement au niveau de revenu, mais aussi à l'écart plus ou moins supportable entre les revenus des citoyens. Qu'en pensez-vous ?



Réponse de M. Youssef Saadani

Concernant la levée de la subvention, je trouve la remarque très pertinente. La décompensation a eu un impact de 3 DH le litre, ce qui équivaut pour un budget d'un ménage, à 400 ou 500 DH par mois. Ce qui est très conséquent pour la classe moyenne.

Maintenant, quel est l'enjeu de la décompensation ? C'est un enjeu de stabilité budgétaire. De manière générale, la préservation des fondamentaux est un acquis pour les citoyens. Les ajustements structurels brutaux sont, eux, très durs.

Réponse de M. Driss Jaydane

Ce que vous dites est vrai. Un Américain de la classe moyenne peut passer une semaine à Marrakech, mais un Marocain de la classe moyenne ne peut pas passer une semaine à Miami !

Notre société est à la croisée des chemins. Il y a une vraie prise de conscience et il nous faut puiser dans notre substrat social, dans notre histoire, dans notre spiritualité. Nous étions une société traditionnelle où les rôles et les fonctions étaient pré-établies. Nous avons connu une mutation brutale avec la fausse modernité qui est en fait un modernisme dû au protectorat. Ensuite, nous avons tenté d'adapter ce que nous étions devenus à de nouveaux paradigmes. Ce qui constitue un traumatisme en soi. Mais au final, nous n'en sommes pas trop mal sortis.

Le problème c'est que le monde va vite, du fait des mutations technologiques, et la mondialisation a des effets directs sur notre quotidien. Dans la classe moyenne marocaine, vous avez une classe moyenne « Nilesat » et une classe moyenne « Astra »... Donc, l'on ne peut pas mettre tous ces gens dans la même case car ils ne partagent ni les mêmes imaginaires, ni les mêmes idéaux. Parmi eux, certains croient dans la modernité et les autres se réfugient dans des modèles plus conservateurs, sous l'effet de la crise et de la peur de l'inconnu.

On l'a vu en Grèce et en Espagne. Quand l'État est en situation de difficulté budgétaire, il est obligé de couper dans les budgets sociaux, c'est bien plus violent que la décompensation progressive des produits comme le gasoil.

Il faut comprendre que la préservation des équilibres budgétaires est un « bien public » car elle évite les ajustements brutaux qui pénalisent, en premier lieu, les classes populaires et moyennes.

De ce fait, la responsabilité des acteurs politiques est importante et leur discours doit être structurant, porté sur les préoccupations quotidiennes de ces gens-là.

Comment la Chine est-elle arrivée à se doter d'une classe moyenne importante ? L'État a investi dans deux éléments clés : l'éducation et la santé. Ce qui permet à cette classe moyenne de travailler dur et de se projeter dans l'avenir.

Pour que la classe moyenne au Maroc connaisse un véritable essor, elle doit avoir confiance dans l'éducation et la santé publiques ainsi que la justice. Si ces trois piliers ne fonctionnent pas, on aura beau se projeter dans les Trente Glorieuses, cela ne changera rien. Nous devons engager rapidement des réformes structurelles pour résoudre ces trois problèmes, car dans les années à venir, il sera difficile pour la classe moyenne, de continuer à payer des écoles privées, une médecine privée et d'emprunter pour voyager.

En réalité, qu'est-ce que les Trente Glorieuses ? C'est avant tout une période marquée par le plein emploi, où l'État a pris en charge la sécurité sociale et l'école publique. C'est ce qui a permis aux fils de paysans de devenir professeurs au Collège de France !

Au Maroc, nous avons des gens qui travaillent, cette fameuse classe moyenne, dont nous faisons tous partie. Il est de notre responsabilité d'œuvrer pour que les services publics fonctionnent mieux. Nous devons tous y réfléchir et proposer des solutions, chacun à son échelle. L'État ne résoudra rien tout seul car il n'en a pas les

Réponse de M. Mohamed Mabrouk

Nous arrivons au bout du débat. Ce qui a été dit ce soir témoigne des attentes des populations dans les pays émergents. Ces attentes, en particulier dans les pays arabes, sont nombreuses et lourdes. La principale problématique des institutions de ces pays émergents est qu'elles doivent gérer deux agendas. Un agenda où il faut booster la croissance, et un autre où il faut satisfaire des attentes immenses de la classe moyenne. Or, celles-ci ne peuvent être satisfaites avec des taux de croissance modestes qui varient entre 4 et 5%.

Durant cet échange, nous n'avons pas été forcément très positifs. Pourtant, dans ces pays émergents et au Maroc en particulier, il y a énormément de raisons de se réjouir. Il faut garder à l'esprit que le Maroc est un pays créateur d'emplois. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas des pays européens. Bien entendu, cela ne suffit pas, mais ce constat est assez important pour le souligner. Par ailleurs, le Maroc est un pays qui est en train de créer ses structures. En France, on ne peut rien modifier, ni réformer parce que les structures sont lourdes et bien installées, et donc difficiles à réformer. Les pays émergents ont cet atout de pouvoir créer leurs structures. Ils ont cette liberté de création qui va leur permettre de se diriger vers des activités porteuses, vers des nouveaux métiers, vers des formations adéquates... Les étudiants

Mme Mouna Kably

Merci M. Mabrouk, M. Saadani et M. Jaïdane pour cet échange qui se voulait franc et riche en enseignements. Sur cette note positive porteuse d'espoir pour l'avenir de notre classe moyenne malgré les multiples défis à relever, nous allons nous séparer en vous donnant rendez-vous pour une prochaine conférence très bientôt.

moyens. Certes, le Maroc jouit d'une crédibilité à l'échelle internationale du fait de sa stabilité sociale et politique et de son ancrage dans l'histoire. Mais il va falloir que chacun d'entre nous se retrouve les manches durant les 20 prochaines années, pour travailler et contribuer à améliorer notre environnement.

aujourd'hui, auront des formations qui les rendront flexibles par rapport au marché de l'emploi. Cette flexibilité sera de plus en plus nécessaire. Je suis très optimiste car au Maroc il y a énormément de raisons d'être positif. D'ailleurs, quand on écoute les réactions des citoyens dans les pays développés, ces derniers envient les pays émergents. Ils sont persuadés que c'est là que le monde se fait aujourd'hui, où les idées bouillonnent. Il y a donc énormément de raisons d'être confiant dans l'avenir. Lors de mes missions au Maroc, je constate que le niveau de l'entrepreneuriat au Maroc est très dynamique, et prête à l'optimisme. Il n'y a pas encore suffisamment de monde et beaucoup de choses restent à développer. Le monde de l'entreprise est très prometteur.

Les enquêtes sorties récemment sur l'évolution du climat des affaires au Maroc, confirment la dynamique d'amélioration. Il est de plus en plus intéressant et facile de venir créer son entreprise au Maroc.

Pour en revenir au cœur du débat, il faut effectivement évoluer dans plusieurs domaines, mais pour autant, il y a plein de raisons d'être optimiste. Le Maroc est au bon endroit, au bon moment, il suffit d'adopter les bonnes options politiques et sociales.

LA FONDATION ATTIJARIWABA BANK, UN ACTEUR CITOYEN AU SERVICE DU DÉBAT & L'ÉDITION, DE L'ÉDUCATION ET DE L'ART & LA CULTURE

La Fondation Attijariwafa bank déploie toute son énergie et son savoir-faire depuis plusieurs décennies, en soutenant trois domaines essentiels pour le développement de notre pays, à savoir le débat d'idées & l'édition, l'éducation, l'art et la culture.

Le pôle Édition & Débats a pour mission de promouvoir un débat constructif sur des problématiques économiques, sociales, sociétales, et culturelles. À travers son cycle de conférences « Échanger pour mieux comprendre », le pôle offre une plateforme ouverte aux opérateurs, acteurs de la société civile, étudiants et enseignants universitaires, afin de favoriser l'échange avec les experts marocains et étrangers. Par ailleurs, le pôle Édition & Débats apporte son soutien à la publication de livres et manuscrits, et assure la diffusion de travaux de recherche et de productions intellectuelles réalisés par les entités de la banque.

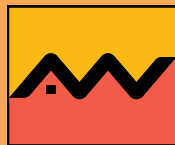
Le pôle Éducation apporte un appui à l'enseignement sur l'ensemble de sa chaîne de valeur, du préscolaire au supérieur, afin de contribuer à la réduction des taux d'abandon et d'échec scolaire. Le pôle initie ainsi de nombreuses actions structurantes dans ce domaine comme le programme d'appui au préscolaire en faveur du quartier de Sidi Moumen à Casablanca ; le soutien à l'amélioration de la qualité du primaire au niveau des établissements publics ; et le soutien aux élèves de classes préparatoires dans leur préparation aux concours d'accès aux grandes écoles, à travers les semaines de concentration et l'amélioration de la qualité de vie dans les centres de classes préparatoires. Par ailleurs,

le pôle Éducation a fait preuve d'innovation en créant, en partenariat avec Banco Santander, le master « Banque et Marchés Financiers » ainsi que le portail et la carte Jamiati.

Le pôle Éducation est également engagé en faveur de l'encouragement de l'esprit d'entrepreneuriat et l'accompagnement des jeunes promoteurs. Enfin, le soutien aux associations en faveur des populations démunies ou en situation précaire constitue un axe d'intervention majeur du pôle.

Le pôle Art & Culture est un acteur majeur dans la démocratisation de l'accès à la culture et à l'éducation artistique des jeunes. Depuis plusieurs années, le pôle apporte un soutien à la création artistique contemporaine et facilite l'intégration des jeunes talents dans le circuit artistique. De même, il accompagne les projets universitaires et associatifs visant l'épanouissement artistique en milieu scolaire et universitaire. Initiateur de plusieurs expositions monographiques ou collectives, le pôle Art & Culture contribue à la promotion des artistes africains et fait de l'art, un vecteur de rapprochement et d'échange interrégional. Il assure, enfin, la conservation et la valorisation du patrimoine artistique du groupe Attijariwafa bank.

Dans chacun de ses trois pôles, la Fondation Attijariwafa bank a développé une expertise qu'elle met au service de la communauté ou tissé des partenariats solides avec des associations de renom afin d'optimiser la portée de ses initiatives citoyennes.



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

www.attijariwafabank.com